



BRIEFING REGIONAL N°1

Briefing sur le développement rural en Afrique Centrale Une série de réunions sur des questions de développement ACP-UE

Accès à la terre, acquisitions de terres et développement rural: nouveaux enjeux, nouvelles opportunités

Yaoundé, Cameroun, 27-28 septembre 2010

Contexte

La terre est un bien d'une importance primordiale pour des milliards de personnes qui vivent dans les zones rurales des pays en développement. La nature des droits sur la terre et la manière dont ces habitants peuvent en disposer varient grandement selon la compétition pour cette terre, le degré de pénétration du marché et le contexte institutionnel et politique global. La situation est certes très diverse mais, les pressions sur la terre ne feront qu'augmenter ces prochaines décennies en raison de l'impact de la croissance démographique, l'urbanisation, la globalisation des marchés et l'impact du changement climatique¹.

Liens entre l'accès à la terre et la réduction de la pauvreté

L'accès à la terre peut être défini comme l'ensemble des procédés par lesquels les citoyens, individuellement ou collectivement, acquièrent les droits et les opportunités leur permettant d'occuper et d'utiliser des terres (dans un but de production et à des fins économiques et sociales), que ce soit sur une base temporaire ou permanente. Ces procédés incluent la participation à des marchés formels et informels, l'accès au foncier via des réseaux familiaux ou sociaux, y compris la transmission de droits fonciers par héritage et au sein des familles, et l'allocation des terres par l'État et d'autres autorités, avec un contrôle sur celles-ci. Lorsqu'une ressource se raréfie et acquiert de la valeur, ceux qui disposent de droits peu fiables sur cette ressource auront tendance à être perdants, en particulier les pauvres, les habitants périurbains, les femmes et ceux vivant dans des zones de conflit. Il est essentiel de régler la question de la sécurité foncière pour garantir la justice sociale, la stabilité politique, la paix et promouvoir le développement rural, tout en encourageant l'investissement local et étranger². Les droits des femmes sont particulièrement vulnérables, notamment face à l'impact grandissant du VIH/SIDA.

Régimes fonciers, croissance de la productivité et innovation

Accroître la sécurité des régimes fonciers des personnes pauvres - par des réformes des locations ou par le régime foncier coutumier - peut, à certaines conditions, augmenter la productivité et rendre la terre plus accessible aux pauvres plus que les titres de propriété foncière et la privatisation des terres. Dans la plupart des pays, une implication directe des institutions de l'État, en plus que des acteurs non-étatiques et du secteur privé, est nécessaire pour promouvoir les intérêts des populations pauvres³. Souvent, un accès sécurisé à la terre est un outil pour promouvoir de meilleures décisions de gestion des ressources, prévenir ou minimiser les conflits fonciers locaux et contribuer à l'accroissement de la productivité⁴. Dans certains cas, le manque de crédit et de connaissances et une faible productivité peuvent avoir plus d'impact que la nature même des régimes fonciers. Toutefois, pour les ménages ruraux affectés par l'insécurité alimentaire, l'accès à la terre et la sécurité foncière sont parmi les principaux facteurs qui influent sur leurs choix et leurs perspectives, car ces éléments représentent une garantie stable de sécurité alimentaire et de revenus, dans un contexte des marchés du travail limité, saisonnier et non-rémunéré. L'incidence croissante de la sécheresse, les mauvaises récoltes, la perte du bétail, la déforestation et dégradation des sols entraînent la perte de millions d'hectares de terres agricoles. La sécurité des régimes fonciers influent sur les décisions concernant la nature des cultures (de subsistance ou commerciales) et sur la volonté des agriculteurs à investir dans l'amélioration de la production, la gestion durable, et l'adoption de nouvelles technologies et innovations prometteuses⁵.

Nouveaux défis: les effets des crises climatique, alimentaire et financière sur le foncier

¹FAO, Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (ICARRD), Porto Alegre, mars 2006, Document thématique 1- Politiques et pratiques pour garantir et améliorer l'accès à la terre. http://www.icarrd.org/fr/icard_doc_down/Issue_Paper1.pdf

²IIED and FAO, Better land access for the rural poor. Lessons from experience and challenges ahead (uniquement en anglais), <http://www.iied.org/pubs/pdfs/12532IIED.pdf>

³ODI, Making agriculture work for the poor, Natural resources perspectives, 2007 (uniquement en anglais), <http://www.odi.org.uk/resources/specialist/natural-resource-perspectives/111-making-agriculture-work-poor.pdf>

⁴ Une analyse de la Banque mondiale (2005) sur les politiques foncières effectuée dans 73 pays entre 1960 et 2000 montre que les pays avec la répartition des terres initiale la plus équitable atteignent des taux de croissance deux à trois fois supérieurs à ceux où la distribution des terres est moins équitable.

⁵ IFAD, Improving access to land and tenure security, 2008 (uniquement en anglais), <http://www.ifad.org/pub/policy/land/e.pdf>

La croissance rapide de la population de nombreux pays, l'urbanisation croissante combinée à la méfiance dans le fonctionnement des marchés mondiaux en raison de la crise des prix agricoles augmentent la pression sur les terres pour la production agricole et ont renouvelé l'attention portée aux investissements directs étrangers dans l'agriculture. Certains pays, confrontés à des contraintes en ressources naturelles mais riches en capitaux, tentent d'acheter ou louer des terres dans les pays en développement, afin de s'assurer un approvisionnement alimentaire, en fourrage et biocarburants⁶. Des entreprises publiques et privées, des banques et des fonds spéculatifs acquièrent des millions d'hectares en Afrique, Asie et Amérique latine⁷. Ces investissements ne doivent pas être condamnés à priori, étant donné qu'il est urgent d'augmenter le volume des investissements dans l'agriculture et l'implication du secteur privé dans l'agriculture. Mais les pays bénéficiaires doivent bien négocier les contrats et l'application de règles de conduite est nécessaire pour assurer la participation des producteurs locaux, le respect des droits de propriété coutumiers, une compensation adéquate, la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que des règles commerciales équitables. En effet, un commerce international libre, fondé sur des règles transparentes et équitables est particulièrement nécessaire en temps de crise⁸. Pour les pays à faible revenu et à déficit vivrier, les défis actuels sont très importants, car face à l'augmentation de la demande, à la hausse mondiale des prix alimentaires et à la réduction de la capacité d'importer, leurs besoins alimentaires doivent être satisfaits par la production nationale, qui dans la plupart des pays d'Afrique et d'Asie est réalisée par les petits agriculteurs⁹.

Le développement du secteur privé agroalimentaire et de l'industrie agroalimentaire locale

S'il est bien géré, l'intérêt actuel pour l'investissement dans l'agriculture peut représenter une grande source de financement ainsi que d'acquisition et de partage de technologies à même de faciliter la diversification agricole des pays ACP et contribuer au renforcement du secteur privé local dans la chaîne de valeur. Il est aussi nécessaire de développer des liens entre producteurs et industrie agroalimentaire pour que ces investissements soient profitables aux petits exploitants en favorisant la croissance des PME agroalimentaire locales.

Politiques et gouvernance foncières de retour dans l'agenda du développement?

La sécurité des droits fonciers est aujourd'hui reconnue par la plupart des gouvernements africains comme un élément essentiel de paix, stabilité et croissance économique. L'Union africaine considère une meilleure gouvernance des terres et des ressources naturelles comme un moteur de paix et de stabilité à travers le continent. Les gouvernements ACP doivent prendre l'initiative en matière de politique et de réforme foncières, au vu des intérêts politiques en jeu, et les donateurs doivent soutenir ce processus¹⁰. Souvent l'émission de titres et l'enregistrement des terres peuvent revêtir moins d'importance que le renforcement des institutions locales qui peut contribuer à rapprocher la gestion des droits fonciers du terrain¹¹.

Objectifs du briefing

Le CTA, la DG Développement et EuropeAid de la CE, le Secrétariat ACP, Concord et plusieurs médias en collaboration avec la PROPAC, les organisations d'intégration régionale organisent des briefings régionaux sur des questions clés du développement rural. Les objectifs sont de (i) sensibiliser sur les défis existants et émergents ; (ii) promouvoir l'échange d'informations et d'expertise; (iii) alimenter les débats en analysant les sujets sous différentes perspectives. Le groupe cible est plus de 130 décideurs de la région Afrique Centrale, représentants des États membres, des organisations d'intégration régionale, des organisations bilatérales et internationales, des groupes de la société civile, des chercheurs et acteurs de terrain.

Résultats Les informations et les commentaires recueillis avant, durant et après les réunions seront publiés sur le blog des Briefings : <http://bruxellesbriefings.net/>. Des rapports succincts en format imprimé et électronique seront publiés peu après la réunion.

⁶ Joaquim Von Braun, Food and Financial Crises - Implications for Agriculture and the Poor, IFPRI Food Policy Report No. 20, décembre 2008 (uniquement en anglais), <http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr20.pdf>

⁷ IFAD, Improving access to land, cit., <http://www.ifad.org/pub/policy/land/e.pdf>

⁸ Joaquim Von Braun, Food and Financial Crises, cit. <http://www.ifpri.org/pubs/fpr/pr20.pdf>

⁹ IFAD, Improving access to land, cit., <http://www.ifad.org/pub/policy/land/e.pdf>

¹⁰ African Union - African Development Bank - United Nations Commission for Africa, Land policy on Africa: a framework of action to secure land rights, enhance productivity and secure livelihoods. Consultative Workshop, 27-29 March 2006, Issues paper (uniquement en anglais), <http://www.uneca.org/sdd/meetings/LandPolicy/IssuesPaper.pdf>

¹¹ C. Toulmin, Securing land rights for the poor in Africa — Key to growth, peace and sustainable development (uniquement en anglais), http://www.undp.org/Legalempowerment/pdf/Africa_land_2.pdf